

Grèce: les trois mensonges des médias et des experts (1)

Jacques Sapir - économiste | Lundi 3 Mai 2010

«Les Grecs vivent au dessus de leurs moyens.» «L'économie allemande est plus vertueuse.» «L'Euro nous protège de la crise.» Ces trois affirmations font partie du mantra néolibéral répété en boucle par les économistes invités sur les plateaux. L'économiste Jacques Sapir démolit consciencieusement ces pétitions de principe.

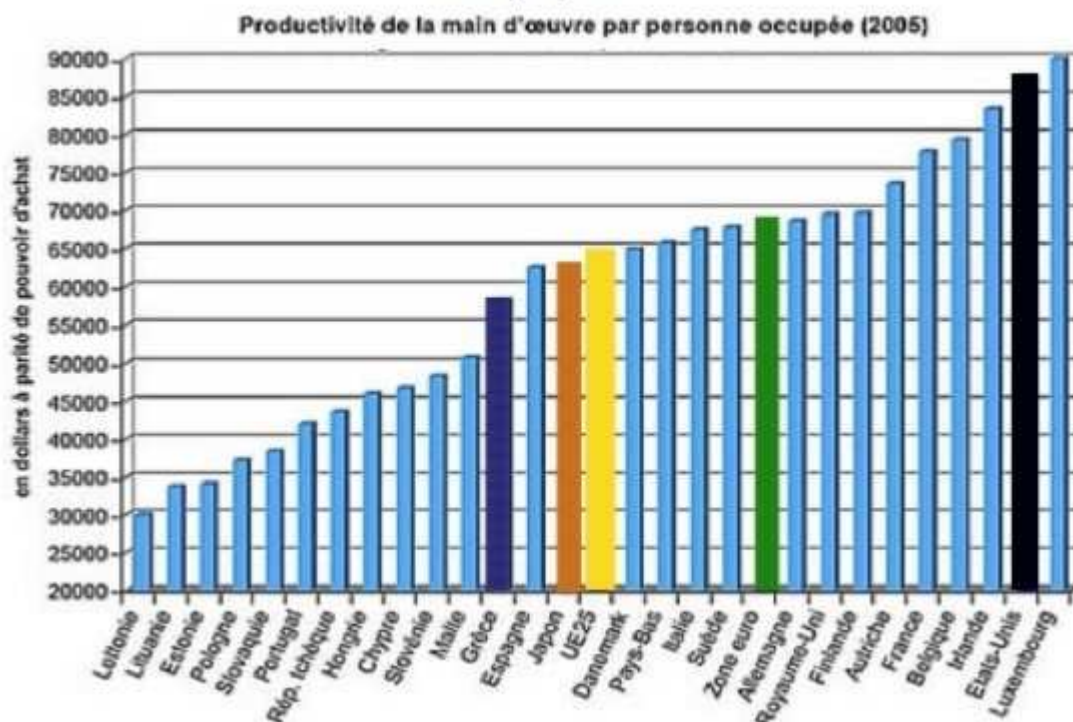
La Grèce serait l'homme malade de la zone Euro

Les récents événements en Grèce et dans la zone Euro ont donné lieu à beaucoup de commentaires, au sein desquels on peut constater que certains mythes ont la vie (très) dure. Sans prétendre leur faire la peau définitivement, il convient de rappeler ici certains faits, par sympathie pour les travailleurs grecs mais aussi par amour de la vérité.

La presse allemande, et même française, a usé de termes, en réalité, bien plus injurieux. On se souvient des « cueilleurs d'olives » et même de l'exécrable calembour (la « mauvaise Grèce ») par lequel un quotidien français s'est déshonoré. Il convient de rétablir ici les faits.

Un pays se juge à sa **productivité** du travail. Mais, cette dernière **dépend aussi des activités** qui dominent dans ce pays. Ainsi, les services non financiers ont-ils une productivité plutôt basse, tandis que l'industrie a une productivité qui, toute chose étant égale par ailleurs, est plus élevée. **Les services financiers aujourd'hui sont l'activité dont la productivité est la plus forte, sans d'ailleurs que cela ne préjuge pas de leur contribution réelle à la richesse du pays ou de leur utilité.** La Grèce est plutôt une économie de services (le tourisme et les services associés), avec aussi un **secteur agricole** qui – pour des raisons géographiques – est plutôt intensif en travail qu'en capital. **Or la productivité de la Grèce, en dépit de tous ces facteurs, et loin d'être ridicule** (graphique 1).

Graphique 1

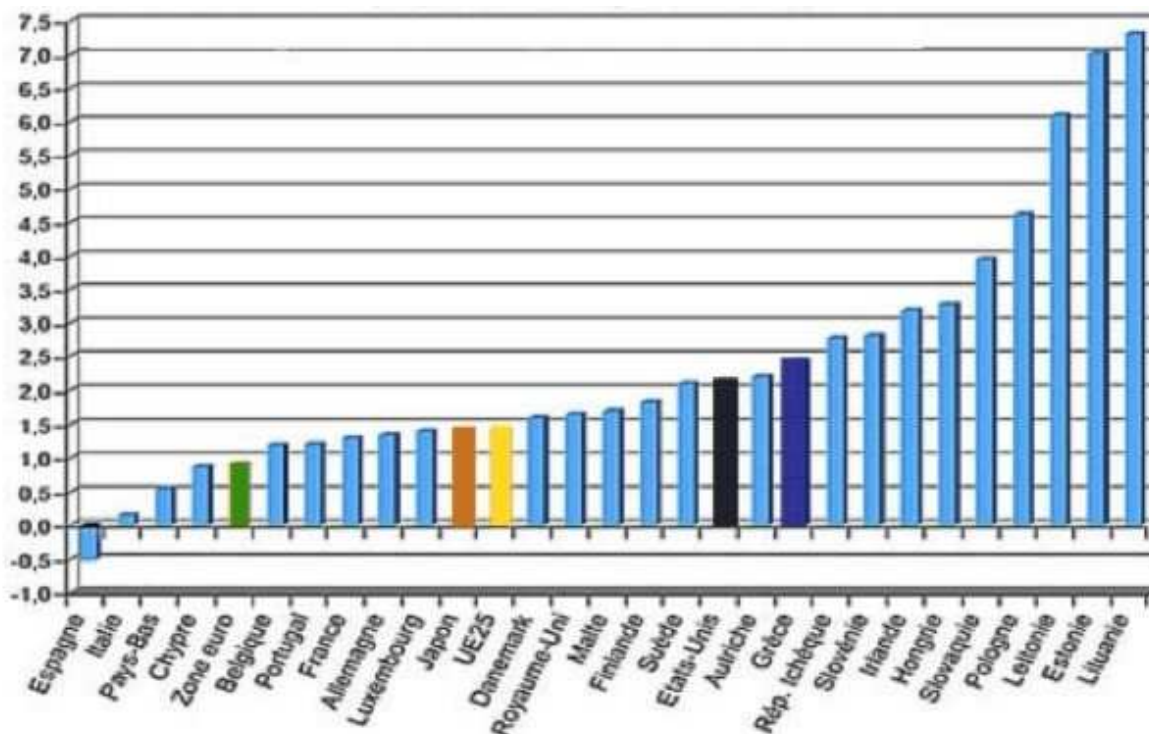


Source : J-F. Jamet, « Productivité, temps de travail et taux d'emploi dans l'Union européenne », Fondation Robert Schuman, Questions d'Europe n°45.

On peut constater sur ce graphique que la productivité de la Grèce (calculée en parité de pouvoir d'achat) est **supérieure** à celle du Portugal et de tous les pays « nouveaux entrants » de l'Union Européenne (qui n'ont pas la réputation, pourtant, d'être peuplés de fainéants). En fait, **la Grèce à une productivité égale à 85% de la productivité allemande**, ce qui n'est pas mal pour des « cueilleurs d'olives »...

Maintenant, si l'on compare **les rythmes des gains de productivité sur 10 ans (199s-2005)**, on peut faire une autre constatation (Graphique 2).

Taux de croissance moyen de la productivité par personne occupée



Source : J-F. Jamet, « Productivité, temps de travail et taux d'emploi dans l'Union européenne », Fondation Robert Schuman, Questions d'Europe n°45.

Avec une moyenne de 2,4%, la Grèce a un taux de croissance de la productivité du travail sensiblement égal **au double de l'Allemagne** (1,2%). Elle est aussi **nettement au-dessus de la moyenne de la zone Euro** et de l'UE-25. En fait, et compte tenu de la structure de l'économie grecque, **les travailleurs ont consenti des sacrifices importants**.

La Grèce a incontestablement des problèmes, mais **ils n'ont rien à voir avec le travail des Grecs**. On peut rapidement, sans prétendre à l'exhaustivité, évoquer :

1. Une **évasion fiscale des hauts revenus**, largement **rendue possible par la libéralisation financière dans la zone Euro**. On constate d'ailleurs aujourd'hui **une baisse des comptes bancaires en Grèce au profit des banques de Chypre**...
2. La **surévaluation de l'Euro** a des effets dramatiques sur la Grèce se voit **conurrencée dans les activités touristiques par des pays comme la Turquie, la Tunisie ou encore la Jordanie**, et qui perd une partie des revenus qu'elle tirait de l'affrètement de la flotte de commerce (revenus en dollars...).

3. La **politique allemande au sein de la zone Euro a d'ailleurs aggravé cette situation** dans le domaine commercial. La balance courante de la Grèce (le déficit commercial) s'est brutalement aggravée depuis 2005 et a atteint en 2007 14% du PIB.

Qu'il y ait eu des **scandaleux abus de la part du précédent gouvernement est indéniable**. Que ces abus trouvent aussi leurs échos dans les pratiques des autorités locales avec une corruption et un népotisme endémiques, est aussi indéniable. Mais, **ces abus n'expliquent pas tout** et de plus, ils ne concernent pas l'immense majorité des Grecs à qui l'on va demander des sacrifices.

La solution la meilleure pour la Grèce serait de pouvoir dévaluer (ce qu'elle ne peut faire bien entendu tant qu'elle reste dans la zone Euro) et de **faire défaut sur une partie de sa dette** dont les intérêts représenteront **93 milliards d'Euros** d'ici fin 2012. Si l'on additionne les intérêts à payer, la dette à faire rouler (ou dette de court terme arrivant à échéance et qu'il faut renouveler faute de pouvoir la rembourser) et la nouvelle dette qu'il faudra de toute manière placer, on arrive à un total de près de **150 milliards d'Euros** qui seront nécessaires (au minimum) d'ici fin 2012.

En fait, **cette estimation ne tient pas compte de la contraction du PIB que le plan d'ajustement qui est actuellement proposé à la Grèce va provoquer**. Or, toute contraction du PIB provoque une contraction des recettes fiscales...

Le déficit est ainsi amené à se perpétuer, engendrant un nouveau plan d'ajustement, qui lui-même provoquera une nouvelle baisse du PIB, et des recettes fiscales. C'est une situation absolument intenable pour un pays de la taille de la Grèce, et ce d'autant plus que **l'estimation de 150 milliards correspond à des hypothèses de recettes publiques qui ne sont pas réalistes**. Un chiffre compris entre 180 et 200 milliards apparaît comme beaucoup plus probable.

Dans ces conditions, **l'aide promise le dimanche 2 mai** (et qui est de l'ordre de 110 milliards d'Euros sur 3 ans) serait certainement bien plus efficace si elle venait **après** une sortie de la zone Euro et une dévaluation, sous la forme d'une **annulation de certaines créances ou de leur rachat**. Ainsi, la Grèce pourrait retrouver rapidement le chemin de la croissance.

Il faut ici se souvenir du **défaut russe de 1998**. **C'est bien de ce défaut que date le redémarrage de l'économie russe**. Les prix du pétrole n'ont joué aucun rôle jusqu'en 2001/2002.

Une dévaluation et un défaut ne sont donc pas la fin du monde et peuvent, au contraire, être l'occasion d'un nouveau départ¹.

[1 Sapir, J. "The Russian Economy: From Rebound to Rebuilding", in Post-Soviet Affairs, vol. 17, n°1, \(janvier-mars 2001\), pp. 1-22.](#)

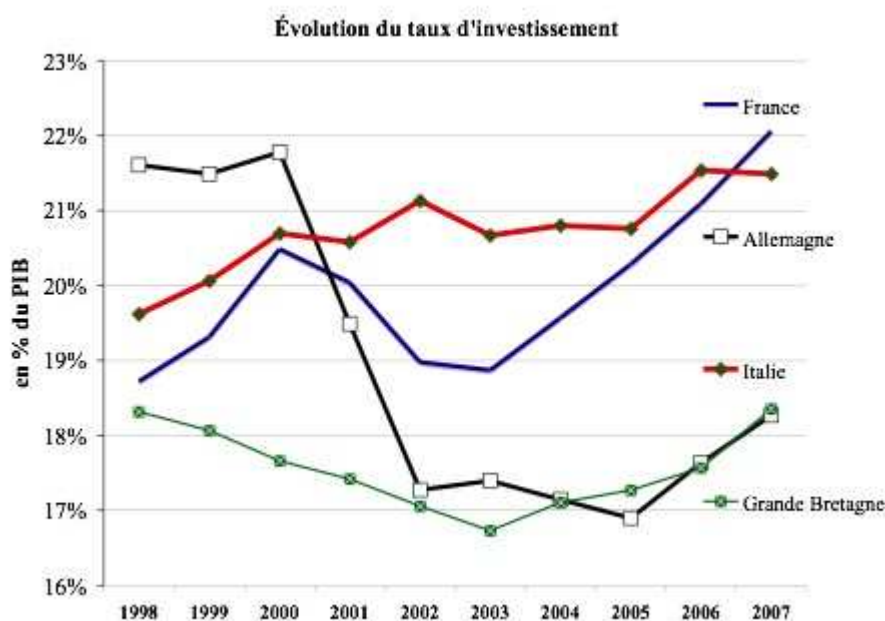
Grèce: les trois mensonges des médias et des experts (2)

Jacques Sapir - Economiste | Lundi 3 Mai 2010

«Les Grecs vivent au dessus de leurs moyens.» «L'économie allemande est plus vertueuse.» «L'Euro nous protège de la crise.» Ces trois affirmations font partie du mantra néolibéral répété en boucle par les économistes invités sur les plateaux. L'économiste Jacques Sapir démolit consciencieusement ces pétitions de principe.

Les allemands seraient vertueux

Autre cliché et autre mythe, que cette « vertu » allemande que l'on oppose aux autres pays, dont la Grèce et la France. De fait, **l'Allemagne n'est pas spécialement vertueuse** (si tant est que ce mot ait un sens en économie) mais **elle vit aux dépens de ses voisins**. Si la « vertu » a un sens, c'est bien par l'investissement que l'on devrait la mesurer, car elle implique alors des sacrifices au présent pour préserver l'avenir. Mais, dans ce cas, la France et l'Italie sont bien plus « vertueuses » que ne l'est l'Allemagne (graphique 3).



Source : Eurostat

Si l'on regarde la question des dettes (et du total de ces dernières et non de la simple dette publique), ici encore c'est une autre image que l'on obtient.

SITUATION 2006					
	France	Allemagne	Espagne	Grande Bretagne	Italie
Ménages	45,0%	68,0%	84,0%	107,0%	39,0%
Entreprises	73,0%	57,0%	104,0%	88,0%	63,0%
Administrations	63,0%	67,0%	39,0%	39,0%	106,0%
Total	181,0%	192,0%	227,0%	234,0%	208,0%
Dette publique dans le total de la dette	34,8%	34,9%	17,2%	16,7%	51,0%
SITUATION 2010					
	France	Allemagne	Espagne	Grande Bretagne	Italie
Ménages	43,0%	66,0%	100,0%	105,0%	39,0%
Entreprises	73,0%	55,0%	102,0%	85,0%	61,0%
Administrations	81,5%	78,7%	62,3%	63,0%	116,1%
Total	198,5%	199,7%	262,3%	251,0%	216,1%
Dette publique dans le total de la dette	41,1%	39,4%	23,8%	25,1%	53,7%

Source : Eurostat, Bank of England.

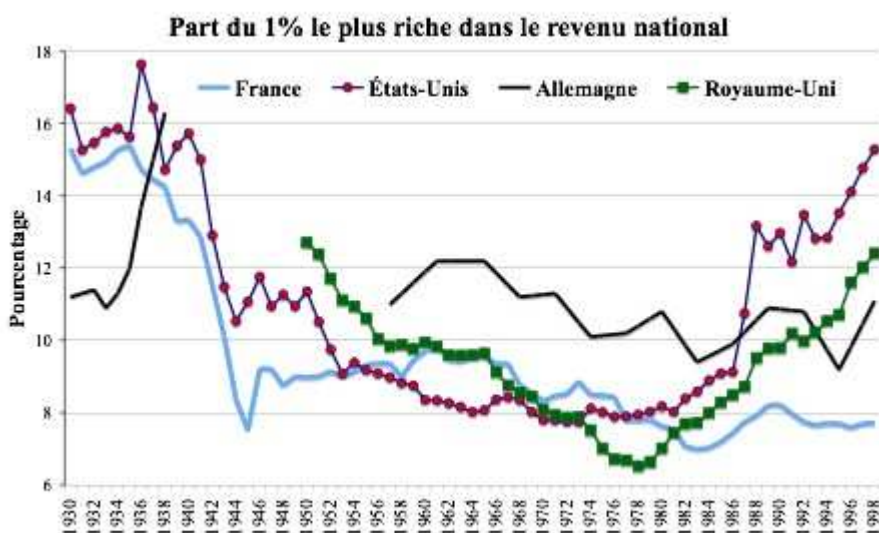
En matière de dette totale, la France fait ainsi mieux que l'Allemagne, qui pourtant ne cesse de

donner des leçons. L'Espagne (zone Euro) et la Grande-Bretagne (hors zone Euro) sont à l'évidence les « mauvais élèves ». Mais, même un pays comme l'Italie, en dépit d'une forte dette publique, n'est pas si mal placé sur le total des dettes.

D'où vient alors le « succès » allemand ? D'un politique d'exploitation de ses voisins ! Par sa politique fiscale l'Allemagne a réalisé l'équivalent d'une dévaluation de 10% au sein de la zone Euro. Autrement dit, non contente de paralyser ses partenaires, elle a accru son avantage à leurs dépens, au moment où sa balance commerciale avec les pays d'Asie (et la Chine en particulier) devenait négative. C'est cette politique qui pose problème aujourd'hui et qui compromet les chances de survie de la zone Euro.

Encore faut-il demander à qui cette politique profite en Allemagne.

Les données pour des comparaisons internationales sont relativement fragmentaires. D'après un travail réalisé à l'OCDE en 2008, on peut cependant constater que, en longue période, la part des 1% les plus riches dans le revenu national est en Allemagne sensiblement supérieure de ce qu'elle est en France. Ainsi, le mythe d'une Allemagne « vertueuse » ne ferait que masquer une réalité plus triviale : les rapports de forces bien plus favorables au capital qu'au travail. **Les Allemands ne sont pas vertueux, ils sont plus exploités** (graphique 3).

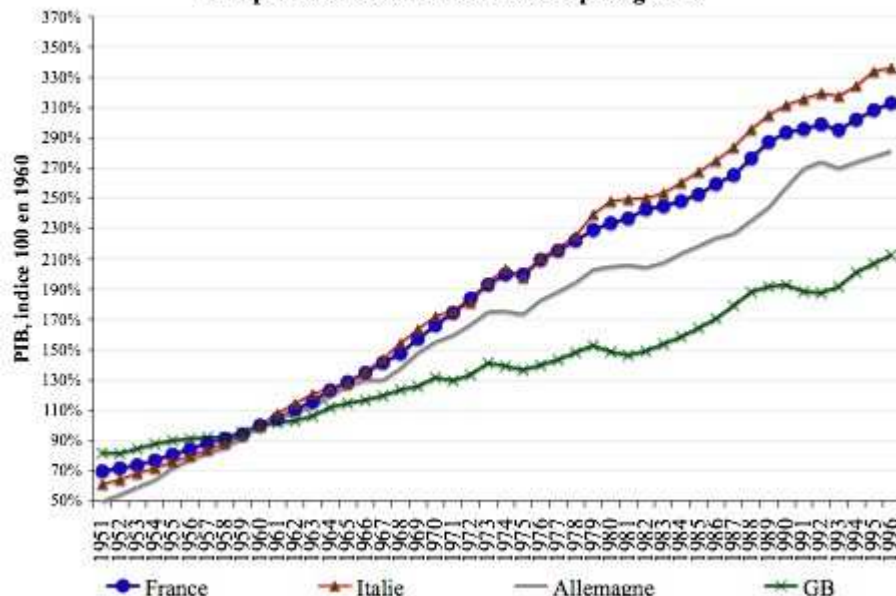


Source : OCDE

On retrouve ici l'inanité qu'il y a à parler de « vertu » en économie. La vérité est que les politiques ne sont ni « vertueuses » ni « non vertueuses ». Au mieux peut-on s'interroger sur leur durabilité, que ce soit dans le cadre national ou international. Il est ici clair que l'Allemagne a une politique de répartition, qui engendre le reste de sa politique, qui n'est pas durable ou « soutenable » dans le cadre de la zone Euro.

Certes, la situation n'y atteint pas les extrêmes des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Mais l'écart de répartition est très significatif. Rappelons enfin que, depuis l'après-guerre, la croissance allemande a été plutôt inférieure à la croissance en France et en Italie (Graphique 4).

Comparaison de la croissance de l'après-guerre



En fait, ce sont bien des pays qui ont été systématiquement présentés comme « non-vertueux » (la France et l'Italie) qui ont obtenu les meilleurs résultats sur longue période. Le niveau de la productivité en France (graphique 1) le montre.

La fascination de certains pour une « vertu » allemande supposée a de bien étranges échos. Elle est, en France, au service d'une bien étrange politique.

Grèce: Les trois mensonges des médias et des experts (fin)

Jacques Sapir - Economiste | Mardi 4 Mai 2010

«Les Grecs vivent au dessus de leurs moyens.» «L'économie allemande est plus vertueuse.» «L'Euro nous protège de la crise.» Ces trois affirmations font partie du mantra néolibéral répété en boucle par les économistes invités sur les plateaux. L'économiste Jacques Sapir démolit consciencieusement ces pétitions de principe. Dernier volet de cette série.

Des Mythes à la réalité

Il faut, face aux mythes et autres balivernes qui sont colportés d'ici et là rappeler ces faits. **Ce n'est pas en se fermant les yeux** à ces vérités que l'on pourra construire les politiques qui s'imposent face à la crise. C'est au contraire en les regardant en face que l'on pourra trouver des solutions.

La Grèce est incontestablement dans une situation extrêmement difficile. **On peut craindre que l'aide de l'Eurogroupe contribue à empirer les choses au lieu de les améliorer.** Cela ne signifie pas qu'il ne faut rien faire, mais qu'il faut le faire différemment. La grève générale du 5 mai devrait à cet égard avoir valeur de test. Il est alors urgent que les conditions mises à l'aide ne soient pas prises en otage par la politique intérieure allemande. **Il ne sert à rien d'exiger des Grecs des conditions qu'ils ne pourront pas tenir.**

De la même manière, rien ne justifie **la fascination morbide de certains pour le « modèle » allemand. Il n'est pas exportable** et il n'a d'ailleurs pas les conditions de stabilité internationale à long terme pour constituer un « modèle » (1). C'est là certainement l'un des mythes les plus pervers

de la politique et de l'économie française depuis les années 1970, et qui plonge ses racines non dans la réalité mais dans une **réécriture de l'histoire** que nous avons plus ou moins acceptée sans la discuter. Mais, au lieu de se complaire dans ce masochisme qui tire sa source de la vision convenue du désastre de juin 1940, nous pouvons regarder sans honte la trajectoire économique de notre pays. Elle est certainement bien plus « *soutenable* » que celle de l'Allemagne.

Enfin, il faut **cesser de mythifier l'Euro. Le passage à la monnaie unique a été une tragique erreur**, alors que s'offrait à nous la possibilité d'une monnaie commune venant chapeauter nos monnaies nationales. **Un tel système, en laissant la possibilité de procéder quand il faut à des dévaluations ou à des réévaluations eut été bien plus robuste.** Il n'est pas trop tard pour revenir à la raison et faire marche arrière. En un sens, l'histoire a tranché. **Dans sa forme actuelle, la zone Euro n'est pas viable.**

(1) Biböw J., « Investigating the Intellectual Origins of the Euroland's Macroeconomic Policy Regime : Central Banking Institutions and Traditions in West Germany after the War », The Levy Economics Institute, Working Paper n°406, Annandale-on-Hudson, Mai 2004.

(2) Constat que je tirais en 2006 dans, Sapir J., « La Crise de l'Euro : erreurs et impasses de l'Européisme » in Perspectives Républicaines, n°2, Juin 2006, pp. 69-84, texte republié en 2009 sur le blog Horizons.